

**Mesdames et Messieurs les
Présidentes et Présidents des conseils
départementaux**

**Mesdames et Messieurs les Payeuses
et Payeurs départementaux**

Paris, *le 4 août 2023*

La Directrice

Dossier suivi par Raphaël Barbeau et Julie Reynaud

Objet : Contribution au financement de mesures salariales dans les services d'aide et d'accompagnement à domicile - versement au titre de 2023 de l'acompte mentionné aux I et II de l'article 2 du décret n° 2022-740 du 28 avril 2022 relatif à l'aide aux départements versée par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie en application de l'article 47 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021.

P.J. : Tableau des montants, par département, de l'acompte mentionné au II de l'article 2 du décret n° 2022-740 du 28 avril 2022, modifié (annexe 1)

Tableau des montants, par département, de l'acompte mentionné au I de l'article 2 du décret n° 2022-740 du 28 avril 2022, modifié (annexe 2)

Copies : Monsieur le Président de l'Assemblée des départements de France
Mesdames et Messieurs les Directeurs de la DGCS, de la DSS, du Budget, de la DGCL et de la DGFIP
Mesdames et Messieurs les Préfètes et Préfets de département
Mesdames et Messieurs les Directrices et Directeurs financiers des services départementaux

I- Rappel du contexte réglementaire

Le décret n° 2021-1155 du 6 septembre 2021, modifié par le décret n°2022-740 du 28 avril 2022, pris en application de l'article 47 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2021, prévoit l'attribution par la CNSA d'une aide à destination des départements qui financent un dispositif de soutien à destination des services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD), consécutivement :

- A la conclusion d'accords collectifs de branche en matière de revalorisation salariale
- Au versement d'une prime de revalorisation d'un montant correspondant à 49 points d'indice majoré à des agents territoriaux exerçant des missions d'aide à domicile auprès des personnes âgées ou de personnes handicapées. Cette prime de revalorisation a été convertie en complément de traitement indiciaire (CTI), obligatoire et applicable à compter du 1^{er} avril 2022, par la loi de finances rectificative du 16 août 2022 et dont les modalités de mise en œuvre sont précisées par le décret d'application n°2022-1497 du 30 novembre 2022.

L'aide financière de la CNSA ne peut excéder 50 % des coûts supportés par les départements, dans la limite d'un montant global porté à **261 millions d'euros** par an. Ce montant est fixé par l'article 80 de la loi n° 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023.

Pour 2023, après communication par les départements de leurs données, le montant de l'aide financière prévisionnelle s'élève à **229,9 M€**, dont 22,5 M€ pour les SAAD relevant de la fonction publique territoriale et 207,4 M€ pour les SAAD privés éligibles.

II- Modalités de calcul des acomptes notifiés en annexe 1 et 2

- Mise en place du CTI dans les SAAD de la fonction publique territoriale

Le décret n°2022-740 prévoit que le montant de l'aide allouée à chaque département au titre de la mise en place du CTI dans les SAAD de la fonction publique territoriale est égal à la somme, par département, du calcul suivant appliqué à chacun des SAAD FPT éligibles au financement :

Nombre d'équivalent temps plein (ETP) d'aide à domicile du service multiplié par le rapport entre le nombre d'heures APA, PCH et aide-ménagère du service et le total des heures réalisées par ce service, puis **multiplié par le montant forfaitaire**.

Pour le calcul de l'acompte 2023, le nombre d'ETP et d'heures prévisionnelles 2023 d'APA, de PCH et d'aide-ménagère déclarées par les départements pour chaque SAAD éligible a été pris en compte.

Le montant forfaitaire annuel a été fixé par la DGCS à **1 698 €** pour 2023. Ce montant tient compte de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique au 1^{er} juillet 2022.

La compensation de la CNSA ne peut excéder 50% des coûts effectivement supportés par le département au titre du dispositif.

- Revalorisations salariales de branche dans le secteur privé

Le décret n°2022-740 prévoit que le montant de l'aide allouée en année N à chaque département au titre des revalorisations salariales de branche dans le secteur privé est égal au **nombre d'heures d'activité réalisées en année N** au titre de l'APA, de la PCH et de l'aide-ménagère par les SAAD concernés, **multiplié par un montant forfaitaire** utilisé par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

Pour le calcul de l'acompte 2023, le nombre d'heures prévisionnelles 2023 d'APA, de PCH et d'aide-ménagère déclarées par les départements pour chaque SAAD éligible a été pris en compte.

Le montant forfaitaire utilisé par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie est égal à **2,05 €**. Ce montant a été communiqué à la CNSA par la direction générale de la cohésion sociale (DGCS). Il correspond à 50% du coût moyen horaire des avenants 43, 51 et 52, diminué des coûts de l'augmentation du SMIC qui ont vocation à être pris en compte dans l'évolution du tarif plancher. Ce coût moyen est estimé à 4,10€.

La compensation de la CNSA ne peut excéder 50% des coûts effectivement supportés par le département au titre du dispositif.

- Précisions sur le versement de l'acompte

L'acompte à verser au titre de l'année 2023 est calculé en multipliant par 80%, le montant des dotations prévisionnelles dues au titre des soutiens aux SAAD privés (annexe 2) et de la fonction publique territoriale (annexe 1), en application des modalités exposées ci-dessus.

Pour 2023, le montant des acomptes s'élève à 183 916 300 €, dont 17 991 500 € pour les SAAD de la fonction publique territoriale et 165 924 800 € pour les SAAD privés éligibles.

Le tableau comprenant la répartition de l'aide entre départements et les montants d'acomptes figure en PJ.

III- Modalités de calcul du solde de dotation 2023

Le montant définitif de l'aide de la CNSA au titre de l'année 2023, pour la revalorisation salariale dans les SAAD privés et territoriaux, sera notifié au plus tard le 31 mai 2024.

Le montant tiendra compte des dépenses réellement supportées par les départements au titre du dispositif, du nombre d'ETP effectivement revalorisés dans les SAAD territoriaux, et de l'activité effectivement prestée en 2023 par les SAAD privés et territoriaux.

Ces données seront à transmettre à la CNSA avant le 30 avril 2024, selon un cadre normalisé qui sera transmis ultérieurement par la CNSA.

L'enveloppe de soutien dédiée aux départements s'inscrit dans les paramètres suivants :

- le calcul d'un montant d'aide alloué à chaque département,
- un montant total maximal de l'enveloppe (261 M€)

Les montants d'aide alloués à chaque département sont prévisionnels, afin d'établir l'acompte à verser. Ils seront ensuite déterminés avec les données définitives. Un solde sera alors calculé.

Un écrêtement des montants des aides par département pourra ainsi être réalisé lors du calcul du solde 2023, de façon à respecter le montant total de l'enveloppe. Le cas échéant, il sera proportionnel au montant affecté à chaque département.

La présente notification ainsi que ses annexes 1 et 2 sont publiés sur le **site internet de la CNSA** (www.cnsa.fr) > « Budget et Financement », « Financement du soutien à domicile »

Document consultable en bas de page dans la rubrique « Documents à télécharger ».

La direction du financement de l'offre est à votre disposition et à celle de vos services pour répondre à toute demande d'information complémentaire.



Virginie MAGNANT

Annexe 1 - Tableau des montants, par département, de l'acompte mentionné au II de l'article 2 du décret n° 2022-740 du 28 avril 2022 – SAAD de la fonction publique territoriale

Département	FPT Total nombre d'ETP	FPT Montant prévisionnel soutien CD	FPT Montant prévisionnel dotation CNSA dans la limite de 50% de la dépense prévisionnelle CD	Total montant d'acompte à verser
02 - Aisne	656,38	1 715 133,10 €	857 566,55 €	686 100,00 €
03 - Allier	86,58	204 038,83 €	102 019,42 €	81 600,00 €
04 - Alpes de Haute Provence	90,17	229 235,08 €	114 617,54 €	91 700,00 €
05 - Alpes (Hautes-)	45,02	53 498,13 €	26 749,07 €	21 400,00 €
09 - Ariège	4,62	13 584,72 €	4 196,23 €	3 400,00 €
10 - Aube	7,67	10 046,98 €	5 023,49 €	4 000,00 €
11 - Aude	852,75	2 312 557,86 €	1 156 278,93 €	925 000,00 €
12 - Aveyron	103,60	256 389,03 €	128 194,52 €	102 600,00 €
13 - Bouches-du-Rhône	312,01	867 483,00 €	433 741,49 €	347 000,00 €
17 - Charente-Maritime	704,73	2 321 380,62 €	888 671,16 €	710 900,00 €
18 - Cher	64,60	128 758,26 €	64 379,13 €	51 500,00 €
20 - Corse	9,00	15 282,00 €	7 641,00 €	6 100,00 €
22 - Côtes-d'Armor	691,32	2 332 226,33 €	839 869,54 €	671 900,00 €
24 - Dordogne	1014,87	3 038 324,43 €	1 267 464,48 €	1 014 000,00 €
25 - Doubs	145,60	387 825,39 €	193 912,69 €	155 100,00 €
26 - Drôme	27,85	63 417,59 €	31 708,80 €	25 400,00 €
27 - Eure	448,58	1 368 507,00 €	617 285,04 €	493 800,00 €
28 - Eure-et-Loir	75,90	222 641,00 €	111 320,50 €	89 100,00 €
29 - Finistère	168,66	412 811,79 €	206 405,90 €	165 100,00 €
30 - Gard	66,00	77 483,48 €	38 741,74 €	31 000,00 €
31 - Haute-Garonne	529,05	1 580 695,00 €	790 347,50 €	632 300,00 €
32 - Gers	456,94	1 264 418,65 €	632 209,33 €	505 800,00 €
33 - Gironde	1020,20	2 793 801,20 €	1 396 900,60 €	1 117 500,00 €
34 - Hérault	326,95	1 000 676,93 €	500 338,46 €	400 300,00 €
35 - Ille-et-Vilaine	471,38	1 312 605,50 €	656 302,75 €	525 000,00 €
37 - Indre-et-Loire	13,20	21 000,00 €	10 500,00 €	8 400,00 €
38 - Isère	148,37	503 864,52 €	219 662,55 €	175 700,00 €
40 - Landes	1028,20	3 333 228,00 €	1 417 671,09 €	1 134 100,00 €
41 - Loir-et-Cher	95,20	245 842,84 €	122 921,42 €	98 300,00 €
44 - Loire-Atlantique	138,72	273 929,81 €	136 964,90 €	109 600,00 €
49 - Maine-et-Loire	82,26	142 913,79 €	71 456,90 €	57 200,00 €
50 - Manche	117,93	60 000,00 €	30 000,00 €	24 000,00 €
51 - Marne	19,51	35 986,00 €	17 993,00 €	14 400,00 €

Département	FPT Total nombre d'ETP	FPT Montant prévisionnel soutien CD	FPT Montant prévisionnel dotation CNSA dans la limite de 50% de la dépense prévisionnelle CD	Total montant d'acompte à verser
52 - Marne (Haute-)	16,06	27 273,20 €	13 636,60 €	10 900,00 €
53 - Mayenne	100,64	160 638,61 €	80 319,31 €	64 300,00 €
56 - Morbihan	653,93	1 287 167,80 €	643 583,90 €	514 900,00 €
58 - Nièvre	47,69	66 690,92 €	33 345,46 €	26 700,00 €
59 - Nord	351,42	1 609 352,95 €	596 711,16 €	477 400,00 €
62 - Pas-de-Calais	560,98	1 645 430,90 €	822 715,45 €	658 200,00 €
63 - Puy-de-Dôme	727,77	1 514 758,00 €	757 379,00 €	605 900,00 €
64 - Pyrénées Atlantiques	795,67	2 195 531,96 €	1 097 765,98 €	878 200,00 €
65 - Pyrénées (Hautes-)	5,54	19 500,00 €	7 839,10 €	6 300,00 €
66 - Pyrénées-Orientales	332,28	694 970,00 €	347 485,00 €	278 000,00 €
69M - Métropole de Lyon	127,98	493 578,11 €	190 823,23 €	152 700,00 €
71 - Saône -et-Loire	23,63	47 040,00 €	23 520,00 €	18 800,00 €
72 - Sarthe	127,18	303 411,68 €	151 705,84 €	121 400,00 €
73 - Savoie	250,99	695 692,46 €	345 999,50 €	276 800,00 €
74 - Savoie (Haute-)	88,52	245 910,00 €	122 955,00 €	98 400,00 €
75 - Paris	276,30	793 988,65 €	378 227,23 €	302 600,00 €
76 - Seine-Maritime	572,07	1 662 704,64 €	827 297,21 €	661 800,00 €
77 - Seine et Marne	154,54	429 622,00 €	200 487,25 €	160 400,00 €
79 - Sèvres (Deux-)	328,57	651 040,16 €	325 520,08 €	260 400,00 €
80 - Somme	319,72	840 894,24 €	420 447,12 €	336 400,00 €
81 - Tarn	27,52	30 871,00 €	15 435,50 €	12 300,00 €
82 - Tarn-et-Garonne	183,85	478 159,89 €	239 079,95 €	191 300,00 €
85 - Vendée	55,09	151 958,60 €	66 583,91 €	53 300,00 €
86 - Vienne	177,72	396 921,00 €	198 460,50 €	158 800,00 €
91 - Essonne	73,44	432 510,00 €	99 760,90 €	79 800,00 €
93 - Seine-Saint-Denis	474,33	1 206 231,20 €	603 115,60 €	482 500,00 €
95 - Val-d'Oise	146,37	520 553,41 €	200 614,12 €	160 500,00 €
974 - Réunion	368,84	1 158 105,00 €	579 052,50 €	463 200,00 €
Total	17392,46	48 360 093,22 €	22 488 922,09 €	17 991 500,00 €

Annexe 2 - Tableau des montants, par département, de l'acompte mentionné au I de l'article 2 du décret n° 2022-740 du 28 avril 2022 – SAAD privés

Département	PRIVES Nombre d'heures d'APA/PCH/AM	PRIVES Montant prévisionnel soutien CD	PRIVES Montant prévi- sionnel dotation CNSA dans la limite de 50% de la dépense prévi- sionnelle CD	Total montant d'acompte à verser
01 - Ain	1 200 217,00	4 920 889,70 €	2 460 444,85 €	1 968 400,00 €
02 - Aisne	927 200,00	3 630 970,25 €	1 815 485,13 €	1 452 400,00 €
03 - Allier	937 034,00	3 310 054,64 €	1 655 027,32 €	1 324 000,00 €
04 - Alpes de Haute Provence	290 211,00	884 076,69 €	442 038,35 €	353 600,00 €
05 - Alpes (Hautes-)	361 248,00	1 309 527,70 €	654 763,85 €	523 800,00 €
06 - Alpes-Maritimes	982 950,08	1 739 979,00 €	869 989,50 €	696 000,00 €
07 - Ardèche	885 370,36	3 630 153,84 €	1 815 009,24 €	1 452 000,00 €
08 - Ardennes	720 797,91	3 316 125,11 €	1 477 635,72 €	1 182 100,00 €
09 - Ariège	280 846,00	1 151 468,60 €	575 734,30 €	460 600,00 €
10 - Aube	683 552,00	2 460 787,20 €	1 230 393,60 €	984 300,00 €
11 - Aude	274 376,00	1 124 941,60 €	562 470,80 €	450 000,00 €
12 - Aveyron	1 002 841,00	4 111 648,10 €	2 055 824,05 €	1 644 700,00 €
13 - Bouches-du-Rhône	4 334 747,75	17 998 320,00 €	8 886 232,89 €	7 109 000,00 €
15 - Cantal	635 364,00	2 599 142,40 €	1 299 571,20 €	1 039 700,00 €
16 - Charente	962 400,00	4 374 330,00 €	1 972 920,00 €	1 578 300,00 €
17 - Charente-Maritime	1 022 726,00	4 090 904,00 €	2 045 452,00 €	1 636 400,00 €
18 - Cher	611 556,00	2 870 647,90 €	1 253 689,80 €	1 003 000,00 €
20 - Corse	1 840 109,00	7 544 446,90 €	3 772 223,45 €	3 017 800,00 €
21 - Côte-d'Or	751 028,00	1 539 640,00 €	769 820,00 €	615 900,00 €
22 - Côtes-d'Armor	1 005 113,00	6 400 014,60 €	2 060 481,65 €	1 648 400,00 €
23 - Creuse	560 090,00	2 296 369,00 €	1 148 184,50 €	918 500,00 €
24 - Dordogne	646 299,00	2 627 954,43 €	1 313 977,22 €	1 051 200,00 €
25 - Doubs	800 211,06	3 280 865,35 €	1 640 432,67 €	1 312 300,00 €
26 - Drôme	1 734 318,00	6 429 243,74 €	3 214 621,87 €	2 571 700,00 €
27 - Eure	570 089,92	3 861 000,00 €	1 168 684,34 €	934 900,00 €
28 - Eure-et-Loir	635 548,00	2 777 765,88 €	1 302 873,40 €	1 042 300,00 €
29 - Finistère	1 794 839,00	7 358 839,90 €	3 679 419,95 €	2 943 500,00 €
30 - Gard	1 577 168,00	6 466 384,70 €	3 233 192,35 €	2 586 600,00 €
31 - Haute-Garonne	2 360 385,00	9 677 578,50 €	4 838 789,25 €	3 871 000,00 €
32 - Gers	1 667 462,79	1 342 597,44 €	671 298,72 €	537 000,00 €
33 - Gironde	3 269 767,99	12 456 099,56 €	6 228 049,78 €	4 982 400,00 €
34 - Hérault	4 208 062,71	17 253 057,12 €	8 626 528,56 €	6 901 200,00 €
35 - Ille-et-Vilaine	1 509 463,24	8 399 838,45 €	3 094 399,64 €	2 475 500,00 €
36 - Indre	603 070,81	2 732 737,07 €	1 236 295,16 €	989 000,00 €
37 - Indre-et-Loire	1 425 140,00	5 739 157,00 €	2 869 578,50 €	2 295 700,00 €
38 - Isère	1 675 915,73	8 915 871,68 €	3 435 627,25 €	2 748 500,00 €
39 - Jura	481 588,00	1 603 596,10 €	801 798,05 €	641 400,00 €

Département	PRIVES Nombre d'heures d'APA/PCH/AM	PRIVES Montant prévisionnel soutien CD	PRIVES Montant prévi- sionnel dotation CNSA dans la limite de 50% de la dépense prévi- sionnelle CD	Total montant d'acompte à verser
40 - Landes	336 978,00	1 381 609,80 €	690 804,90 €	552 600,00 €
41 - Loir-et-Cher	544 627,78	2 232 973,90 €	1 116 486,95 €	893 200,00 €
42 - Loire	1 781 502,00	8 755 400,00 €	3 652 079,10 €	2 921 700,00 €
43 - Loire (Haute-)	713 650,00	2 222 457,00 €	1 111 228,50 €	889 000,00 €
44 - Loire-Atlantique	1 472 406,00	6 036 864,60 €	3 018 432,30 €	2 414 700,00 €
45 - Loiret	994 163,50	4 076 070,35 €	2 038 035,18 €	1 630 400,00 €
46 - Lot	957 800,00	1 911 765,00 €	955 882,50 €	764 700,00 €
47 - Lot-et-Garonne	1 088 537,06	4 996 984,03 €	2 231 500,97 €	1 785 200,00 €
48 - Lozère	236 087,00	967 956,70 €	483 978,35 €	387 200,00 €
49 - Maine-et-Loire	849 064,00	4 569 683,19 €	1 740 581,20 €	1 392 500,00 €
50 - Manche	1 018 375,00	3 462 485,00 €	1 731 242,50 €	1 385 000,00 €
51 - Marne	734 352,00	3 002 205,22 €	1 501 102,61 €	1 200 900,00 €
52 - Marne (Haute-)	481 367,12	1 973 605,19 €	986 802,60 €	789 400,00 €
53 - Mayenne	385 000,00	2 687 585,04 €	789 250,00 €	631 400,00 €
54 - Meurthe-et-Moselle	1 606 980,00	8 294 874,09 €	3 294 309,00 €	2 635 400,00 €
55 - Meuse	500 461,00	1 601 169,04 €	800 584,52 €	640 500,00 €
56 - Morbihan	1 094 643,00	5 345 468,68 €	2 244 018,15 €	1 795 200,00 €
57 - Moselle	1 106 398,00	3 872 396,50 €	1 936 198,25 €	1 549 000,00 €
58 - Nièvre	566 868,46	1 899 420,07 €	949 710,04 €	759 800,00 €
59 - Nord	5 050 619,16	20 707 538,54 €	10 353 769,27 €	8 283 000,00 €
60 - Oise	891 208,51	3 653 954,89 €	1 826 977,45 €	1 461 600,00 €
61 - Orne	943 800,00	4 129 535,00 €	1 934 790,00 €	1 547 800,00 €
62 - Pas-de-Calais	4 811 594,29	23 650 429,18 €	9 863 768,29 €	7 891 000,00 €
63 - Puy-de-Dôme	641 410,00	2 629 781,00 €	1 314 890,50 €	1 051 900,00 €
64 - Pyrénées Atlantiques	987 497,53	4 028 755,95 €	2 014 377,98 €	1 611 500,00 €
65 - Pyrénées (Hautes-)	980 704,00	4 020 887,00 €	2 010 443,20 €	1 608 400,00 €
66 - Pyrénées-Orientales	867 547,00	3 556 942,70 €	1 778 471,35 €	1 422 800,00 €
67-68 -Collectivité Euro- péenne d'Alsace	1 909 053,00	8 692 420,00 €	3 913 558,65 €	3 130 800,00 €
69 - Rhône	761 170,00	3 805 850,00 €	1 560 398,50 €	1 248 300,00 €
69M - Métropole de Lyon	1 236 350,22	6 191 216,22 €	2 534 517,95 €	2 027 600,00 €
70 - Saône (Haute-)	490 000,00	2 003 260,00 €	1 001 630,00 €	801 300,00 €
71 - Saône -et-Loire	1 272 470,00	5 215 294,29 €	2 607 647,15 €	2 086 100,00 €
72 - Sarthe	711 937,00	4 001 812,91 €	1 459 470,85 €	1 167 600,00 €
73 - Savoie	477 848,96	1 958 768,08 €	979 384,04 €	783 500,00 €
74 - Savoie (Haute-)	1 231 370,00	5 630 519,00 €	2 524 308,50 €	2 019 400,00 €
75 - Paris	1 522 376,97	6 314 000,12 €	3 120 872,78 €	2 496 700,00 €
76 - Seine-Maritime	2 567 318,77	11 861 444,78 €	5 263 003,48 €	4 210 400,00 €
77 - Seine et Marne	1 206 483,50	4 983 195,60 €	2 473 291,18 €	1 978 600,00 €
79 - Sèvres (Deux-)	499 920,10	1 267 492,16 €	633 746,08 €	507 000,00 €

Département	PRIVES Nombre d'heures d'APA/PCH/AM	PRIVES Montant prévisionnel soutien CD	PRIVES Montant prévi- sionnel dotation CNSA dans la limite de 50% de la dépense prévi- sionnelle CD	Total montant d'acompte à verser
80 - Somme	911 748,00	3 738 167,00 €	1 869 083,40 €	1 495 300,00 €
81 - Tarn	990 640,00	5 207 475,26 €	2 030 812,00 €	1 624 600,00 €
82 - Tarn-et-Garonne	665 069,00	2 726 782,90 €	1 363 391,45 €	1 090 700,00 €
83 - Var	2 194 247,00	7 144 406,50 €	3 572 203,25 €	2 857 800,00 €
84 - Vaucluse	603 201,00	2 249 926,18 €	1 124 963,09 €	900 000,00 €
85 - Vendée	965 792,96	4 385 205,27 €	1 979 875,57 €	1 583 900,00 €
86 - Vienne	864 655,00	3 813 129,00 €	1 772 542,75 €	1 418 000,00 €
87 - Vienne (Haute-)	758 890,20	2 580 226,68 €	1 290 113,34 €	1 032 100,00 €
88 - Vosges	614 040,00	3 780 103,20 €	1 258 782,00 €	1 007 000,00 €
89 - Yonne	722 101,00	2 957 703,61 €	1 478 851,81 €	1 183 100,00 €
90 - Belfort (Territoire de)	316 256,00	1 296 649,00 €	648 324,50 €	518 700,00 €
91 - Essonne	1 370 647,00	5 428 312,92 €	2 714 156,46 €	2 171 300,00 €
93 - Seine-Saint-Denis	1 117 843,31	3 713 203,11 €	1 856 601,56 €	1 485 300,00 €
94 - Val-de-Marne	660 495,81	2 708 032,82 €	1 354 016,41 €	1 083 200,00 €
95 - Val-d'Oise	484 652,39	2 135 020,36 €	993 537,40 €	794 800,00 €
971 - Guadeloupe	1 658 079,52	2 738 370,44 €	1 369 185,22 €	1 095 300,00 €
972 - Martinique	1 396 640,39	2 863 112,79 €	1 431 556,39 €	1 145 200,00 €
974 - Réunion	1 927 795,64	5 286 078,00 €	2 643 039,00 €	2 114 400,00 €
975 - Saint-Pierre et Mique- lon	17 000,00	69 700,00 €	34 850,00 €	27 900,00 €
Total	108 998 839,49 €	444 642 700,03 €	207 406 389,27 €	165 924 800,00 €